

Intervention sur le projet de budget 2021

Conseil Municipal du 22 décembre 2020

Le projet de budget pour 2021 s'inscrit dans un contexte de récession économique sans précédent depuis plus de 70 ans. Heureusement, dirons-nous, les moyens de notre commune apparaissent, dans l'ensemble, relativement préservés, à hauteur de 12,8 millions d'euros.

Malgré une baisse des recettes fiscales due essentiellement à la diminution de moitié des bases de la taxe foncière des établissements industriels, le montant des recettes espérées se situe au niveau de 2020. Elles permettent encore, en 2021, de maintenir, à quelques unités près, le niveau des emplois municipaux, et de répondre tant bien que mal aux charges de fonctionnement les plus indispensables.

Dans ce contexte de crise, une partie importante de nos concitoyens sont durement touchés par le chômage, total ou partiel, ainsi que par l'arrêt des activités dans plusieurs secteurs tels que les commerces, la restauration, la culture... Nous devons affronter une crise sanitaire brutale, une crise économique sans précédent, et des souffrances sociales profondes.

- 1 million de personnes en plus sous le seuil de pauvreté
- 1/3 de nos concitoyens ont subi une baisse de revenus depuis le premier confinement selon le Secours populaire
- 35 % d'aides alimentaires supplémentaires accordées par la banque alimentaire de Bourgogne
- une partie importante de jeunes sans ressources, dont plusieurs centaines de milliers d'étudiants en grande précarité. Selon une enquête de l'IPSOS pour la Fédération des associations générales, la moitié des étudiants ont du mal à s'alimenter correctement et 1/3 a renoncé à se soigner depuis mars dernier.
- Le Comité de pilotage du PLIE (plan local pour l'insertion et l'emploi) de l'agglomération tenu le 10 décembre dernier constate que « les effets négatifs du confinement se font ressentir et s'accroissent depuis fin octobre », comme l'a rapporté Mme Gozzi lors du dernier Bureau municipal.
- à Quetigny, dans les quartiers définis "prioritaires" dans le cadre de la politique de la ville, plus de 40 % des personnes vivent sous le seuil de pauvreté, comme nous l'avons rappelé au dernier Conseil municipal dans la déclaration d'urgence climatique et sociale.

Le budget que vous présentez ne répond pas vraiment à l'aggravation de l'urgence sociale que nous connaissons dans notre ville depuis près d'un an.

Relever les minima sociaux est avant tout de la responsabilité du Gouvernement et du Parlement. Néanmoins, nous devons, à l'échelle de notre ville, faire jouer la solidarité de proximité. Cette crise sanitaire, avec ses conséquences multiformes, n'est pas que conjoncturelle. Elle va peser encore en 2021 et se prolonger probablement bien au-delà, avec des effets dévastateurs sur les plus fragiles.

Dans l'immédiat, Il nous faudrait donc parer au plus urgent. Or que voit-on ? Tout se passe comme si la crise sociale, conséquence directe de la crise sanitaire, n'avait strictement aucun effet sur le budget de notre commune. Comment comprendre la diminution de l'aide au CCAS de 30 000 euros, alors qu'il faudrait, au contraire, renforcer l'action sociale et les aides individuelles ?

La ville de Dijon, en juillet dernier, a voté une aide sociale exceptionnelle de 1,3 million d'euros sur un budget d'environ 225 millions d'euros, ce qui proportionnellement correspondrait à environ 100 000 euros dans notre budget. Le projet budgétaire de notre ville pour 2021 aurait pu prévoir, au minimum, un plan d'urgence comparable.

Mais tant que durera cette urgence sociale, nous devons tout faire pour mettre en place un filet de sécurité permanent. Dans son programme municipal, Réinventons Quetigny a proposé d'étudier la possibilité d'un revenu minimum garanti, par exemple à hauteur de ce que suggèrent plusieurs associations de solidarité : 890 € mensuels. La liste majoritaire « Quetigny Demain » a fait une proposition similaire. Or ce n'est pas en fin de mandat MAIS DÈS MAINTENANT qu'il faut examiner cette possibilité avec sa traduction budgétaire.

Nous avons dépensé des centaines de milliers d'euros pour des études techniques préalables ou d'accompagnement du projet cœur de ville qui coûtera au final à nos concitoyens plus de 20 millions d'euros. Le budget 2021 prévoit à nouveau une avance de trésorerie de 1,5 million d'euros à la Splaad. Le déplacement de la Poste d'une cinquantaine de mètres place centrale devrait coûter la bagatelle de 666 000 euros et l'acquisition du bâtiment qui l'hébergeait 540 000 HT, pour être voué à la démolition.

Ces dépenses qui donnent parfois le vertige, ne devraient pas nous empêcher de prévoir dans ce budget quelques milliers, voire quelques dizaines de milliers d'euros pour connaître précisément les difficultés et les besoins de nos concitoyens les plus vulnérables en vue de préparer sérieusement ce Revenu minimum garanti. La ville est très peu endettée pour l'instant, nous n'avons nul besoin de virer 600 000 euros à la section investissement. Nous devrions en réserver une partie, qui serait nécessaire si nous mettons en place ce Revenu minimum. Et s'il le fallait, nous pourrions reporter l'exécution d'une partie de nos investissements prévus pour notre ville.

Et si demain le Gouvernement relève les minima sociaux de manière conséquente, nous n'aurions pas à regretter d'avoir mis en place ce filet de sécurité quand il le fallait.

Il y a dans ce budget un trop grand décalage entre les dépenses prévues pour le cœur de ville et les moyens mis en place pour la solidarité avec les personnes qui ne peuvent plus vivre dignement, alors même que l'urgence sociale est là, sous nos fenêtres...

C'est la raison majeure pour laquelle nous ne voterons pas ce budget.